

Salomé Zourabichvili¹

SOCIÉTÉ CIVILE : LE CAS GÉORGIEN

Pour qui veut examiner la relation entre la société civile et le pouvoir dans les sociétés post-communistes, le cas géorgien est remarquable à plus d'un titre. En effet, il s'agit du modèle le plus intéressant de l'irruption de la société civile sur la scène politique. La Géorgie en consacre le poids puisqu'elle réussit, lors de la révolution de novembre 2003, non seulement son émergence, mais se fait moteur de la prise de pouvoir.

En même temps, la période qui suit - les trois années du nouveau pouvoir issu de la *Révolution des Roses* - se solde de façon très inattendue par la confiscation du pouvoir. La société civile se voit éclipsée, pratiquement mise au ban du pouvoir. Elle se retrouve, à peu de choses près, dans la situation qui était la sienne, avant la Révolution : réduite à un état de passivité et de soumission qui porte la marque du post-totalitarisme.

L'analyse et la compréhension de ce double mouvement et de cette émancipation amputée sont une nécessité pour mieux cerner les éléments de cette société civile qui doivent être confortés ou recréés, et pour préciser quel doit être le rôle véritable d'une société civile dans ces régimes pour asseoir et consolider une démocratie non d'apparences mais ancrée dans la réalité.

La société civile aux commandes de la *Révolution des Roses*

La question a été posée et mérite d'être à nouveau abordée de l'authenticité de la *Révolution des Roses* ; la réponse est directement liée à l'existence et au rôle d'une société civile dans la genèse et le déroulement de cette Révolution. D'un côté ses détracteurs y voient simplement un épisode de la prise d'influence par les Etats-Unis dans une région stratégique et le modèle d'une Révolution conçue de l'extérieur, financée et importée. Et il est vrai que certains éléments peuvent alimenter ce scénario : la création d'un mouvement de jeunes « *Kmara* » sur le modèle identique au mouvement serbe « *Spora* » ou la formation des jeunes leaders grâce aux moyens logistiques et financiers de la Fondation Soros. Les similitudes des

¹ Salomé Zourabichvili est ancien ministre des Affaires étrangères de Géorgie.

cheminements de ces Révolutions semblent autant d'éléments qui pourraient accréditer la thèse d'une révolution plus manipulée que fruit d'un processus spontané. Toutefois militent à l'encontre de cette thèse la rapidité de la propagation du mouvement, son réel ancrage dans les valeurs nationales et historiques de la société géorgienne, mais surtout la participation massive de la population - y compris dans les zones rurales - bien au-delà des cercles étroits des jeunes formés dans le cadre des ONG d'inspiration américaine. Tous ces phénomènes témoignent d'une réelle emprise locale et d'un soutien populaire très large, que l'on ne peut ni imiter ni provoquer artificiellement.

La société civile que l'on voit émerger à cette occasion en ce mois de novembre 2003 est en réalité un phénomène dont les racines sont profondes, résultant d'un processus qui s'étale sur les quinze années de l'indépendance géorgienne. La formation des premiers partis indépendantistes, les leçons de la guerre civile, la maturation de la société pour panser ses blessures et renouer avec sa tradition de tolérance, tout cela fait partie de la lente émergence des éléments d'une société civile.

Cette société civile est la résultante en réalité d'une histoire qui remonte au-delà de l'indépendance de 1991. La période soviétique aura été pour la Géorgie celle d'une longue traversée qui, paradoxalement, aura conforté certaines des valeurs propres aux traditions géorgiennes : solidarité, esprit critique et individualiste, rétif à la soumission au pouvoir, fort esprit d'indépendance nationale. Ainsi au plus fort de la propagande soviétique, cette société, sans exister réellement, car encore éclatée et inconsciente de sa propre existence, lit entre les lignes de la propagande officielle et exprime même à plusieurs reprises son dissentiment avec la ligne officielle. Ce sont les insurrections ininterrompues de la période 1921-1924, qui marquent la difficile soumission à l'annexion et au joug soviétique ou encore dans la période plus récente, les révoltes nationalistes de mars 1956, les manifestations de 1978 pour protester contre la tentative des autorités de supprimer au géorgien son statut de langue nationale ou encore le manifeste des intellectuels géorgiens contre la peine de mort infligée à des jeunes dissidents. Ces formes de résistance à la russification et aux politiques imposées du centre sont sans doute un héritage historique du poids de l'empire russe au sein duquel, depuis 1801, la Géorgie annexée de force région après région, parvint à maintenir sa langue, sa culture et sa conscience nationale.

Ces caractéristiques fortes sont un des éléments constitutifs de la société civile qui renaît progressivement sous Chevardnadzé au travers du traumatisme de la guerre civile.

Ce réveil est indéniablement facilité par les soutiens extérieurs, en particulier américain, dans trois domaines essentiels : la presse, la justice, les ONG. La formation de jeunes journalistes, des avocats et juristes de la nouvelle génération qui vont se battre avec des armes plus efficaces pour la défense des droits de l'homme, et la création d'ONG qui vont organiser les différentes composantes de cette société, sont autant d'étapes très importantes de l'émergence d'une société civile.

En ce sens, la *Révolution des Roses* est la synthèse de la consolidation des valeurs historiques de la société géorgienne, de la renaissance de ses traditions historiques et de la maturation de sa formation démocratique plus récente. Il n'est pas anodin que le facteur déclenchant n'ait pas été le blocage de la croissance économique ou la sclérose, pourtant bien réelle, du pouvoir, mais bel et bien le sentiment d'injustice né de la spoliation électorale. En ce sens, cette Révolution n'est pas une révolution sociale mais une révolution politique, révélatrice et fruit d'une société civile en train d'émerger, mais peinant à se voir accorder les libertés indispensables à son expression.

La société civile privée de sa révolution

Cette Révolution est un succès rapide et total, qui ne génère ni bain de sang, ni déstabilisation et accomplit, à coup minimal, la transition espérée et l'avènement d'un nouveau régime sous les auspices de la démocratie. Mais trois ans plus tard, cette Révolution débouche sur un paradoxe inattendu. Là où elle aurait dû porter l'avènement et la consolidation d'une société civile, partenaire et terreau du nouveau pouvoir, elle aboutit à la mainmise réaffirmée du pouvoir sur une société civile éclatée et infiniment plus fragile que sa victoire ne le laissait escompter.

La récupération commence très vite dans les semaines qui suivent la *Révolution des Roses* et le triomphe du nouveau régime. Elle se manifeste dans les trois secteurs dont le développement avaient permis la Révolution : la presse, la justice et les ONG. Trois ans après la Révolution, de la liberté de la presse qui avait triomphé grâce en partie au rôle joué par la Chaîne de télévision « *Rustavi-2* », auto-baptisée « la télévision des gens qui gagnent », il ne reste que d'infimes parcelles de liberté. Cette même chaîne est devenue la chaîne au service de « ceux qui ont gagné », plus dévouée au nouveau pouvoir que la chaîne gouvernementale. Les autres chaînes privées sont soit aussi mises au pas, soit craintives devant l'affichage d'une réelle indépendance critique du pouvoir. Quant à la chaîne gouvernementale, elle reste très en deçà de la distance au pouvoir nécessaire à l'émergence d'un service public de qualité. Cette prudence sera manifeste lors de la campagne pour les élections locales de septembre 2006 où l'alignement des chaînes publiques et privées ne souffrira pas d'exception.

Une mise au pas similaire a lieu dans le domaine des ONG. Celles qui ne sont pas dans la droite ligne politique voulue par les autorités, se voient restreintes dans leurs activités, limitées dans leurs financements et réduites à un rôle de figuration contrôlée. La situation n'est pas encore aussi grave qu'en Russie avec l'interdiction juridique des ONG financées de l'extérieur, mais *de facto* leur influence sur la scène politique et sociale se voit restreinte de jour en jour. Seules échappent à l'exclusion les fondations relais du pouvoir, comme « *l'institut de la liberté* » (ce dernier par exemple est l'auteur d'un nouveau code de déontologie de la presse, assorti de sanctions, unanimement perçu dans la profession comme un nouvel instrument de mise sous tutelle).

S'agissant de l'Etat de droit et de la justice, la situation y est également très préoccupante avec une soumission progressive et de plus en plus totale des tribunaux au pouvoir, la mise au pas des juges et des magistrats, qui ôtent à la société civile son principal moyen de défense.

Le pouvoir du gouvernement Saakachvili, contribue à vider la société civile de toute marge de manoeuvre en érigeant une théorie et une pratique du « non-dialogue » : « nous sommes la majorité, nous savons ce qu'il faut faire et nous n'avons pas à écouter d'autres voix ». En application de cette règle édictée voilà dix-huit mois par le responsable de l'Administration présidentielle, devenu depuis lors ministre de l'Economie, les représentants de la majorité gouvernementale ont décliné toute participation à un débat en présence de l'opposition. Ils ne répondent à aucune interpellation parlementaire ; aucune commission de dialogue n'existe. De même dans le domaine économique et social, aucune enceinte de dialogue ne fonctionne, qui mettrait en présence les responsables gouvernementaux et les représentants des groupes sociaux (retraités, chômeurs, familles nombreuses) ou de catégories professionnelles (médecins, professeurs). Les corps intermédiaires sont pour ainsi dire inexistantes.

Les décisions radicales prises par le gouvernement sans concertation, par autant de cas de faits accomplis, non seulement créent une situation de tension et de confrontation sociale, mais contribuent paradoxalement à décérébrer la société civile. Son impuissance à résister devant le rouleau compresseur des décisions gouvernementales la convainc elle-même de son inefficacité et la fait douter d'elle-même.

Ainsi, au terme de trois ans de pouvoir démocratique, **la société civile géorgienne se retrouve dans un état de faiblesse structurelle** ; elle a en effet perdu ses trois instruments de défense essentiels : une presse libre, des ONG puissantes et actives à son service, et des tribunaux pour la défendre en toute indépendance. Plus grave encore, devant cette réduction progressive mais évidente de ses instruments, la société civile a fait la preuve de son immaturité : celle de la passivité.

Aucune des infractions à ses droits, qu'il s'agisse des bavures policières, des scandales judiciaires, ou des violations des droits élémentaires des individus ou des groupes, n'a provoqué de mobilisation de la population. Contrairement à la situation de la période précédente, sous Chevardnadzé, où la mobilisation spontanée massive a eu lieu pour protester contre la violation de ses droits politiques et électoraux ; désormais, la population ne réagit que de façon sporadique. Elle accepte aussi bien les atteintes à son niveau de vie, l'augmentation fulgurante du chômage, l'absence de toute protection sociale ou de santé, que les violations à ses droits plus politiques, comme l'a montré le déroulement d'une campagne électorale, qui sans violer la lettre de la loi, a bafoué tous les principes de démocratie, d'équité et de parité.

Cette passivité de la population est aussi attribuable à l'absence de deux autres instruments centraux d'organisation d'une société civile et de son influence sur le pouvoir politique : à savoir les Partis et les syndicats. Sans ces deux intermédiaires pour lui permettre de se faire entendre, la société

civile n'est qu'un corps inerte et sans défense. Or, la « démocratie géorgienne » souffre de ces deux maux simultanément : les syndicats, trop identifiés aux appareils de la structure soviétique qui portaient ce nom, restent discrédités et n'ont pas réussi à retrouver ou inventer une nouvelle forme d'existence et un véritable rôle social et économique. En conséquence, les groupes sociaux et les travailleurs, sont inorganisés et sans défense, ce qui accroît le cynisme, alimente le désespoir et partant la passivité.

Les partis politiques, pour leur part, subissent un discrédit d'origine différente mais non moins réel. Ils sont encore, pour beaucoup, des héritiers du système communiste et post communiste, dans leurs modèles d'organisation, dans leur finalité unidimensionnelle - appareils de prise du pouvoir - et non comme l'un des moyens pour influencer sur le pouvoir. Ils sont ainsi présents, de façon très formelle, au Parlement mais n'y exercent aucun rôle de contre-pouvoir. Ils offrent simplement une tribune à leurs leaders qui sont autant de prétendants à la succession du pouvoir actuel. Encore un facteur qui aggrave la passivité de la société et sa désespérance.

Il faut chercher une explication à ce paradoxe : comment une société civile qui a produit une révolution, de ferment démocratique, en se fondant sur les institutions démocratiques, en vient à se faire spolier non seulement du pouvoir, mais encore à perdre au passage les institutions qui la soutiennent et la structurent.

Il semble que l'explication soit précisément dans la révolution.

Celle-ci par sa nature même discrédite les instruments de la démocratie : les élections, puisqu'elles sont inopérantes et n'ont pas réussi à assurer une alternance démocratique ; les partis, puisque ceux-ci ne rivalisent pas de programmes pour convaincre de futurs électeurs, mais restent ancrés dans une logique de pouvoir à conquérir et le garder. Et tout le reste suit : les nominations politiques pour récompenser les fidèles tuent dans l'œuf l'idée même d'une fonction publique, d'un service public et donnent à l'organisation de la société tout entière une focalisation partisane. Exemple de cette perversion, le Président actuel, lorsque son parti remporte les dernières élections municipales, se félicite de la victoire de « son parti » et fustige l'opposition. A aucun moment, il n'a conscience d'incarner la nation tout entière et d'être responsable devant l'ensemble de la société. Il n'y a pas d'Etat qui rassemble, mais un Parti au pouvoir qui s'identifie à l'Etat et finit par s'y substituer. En cela la structure actuelle est très semblable en essence à l'ancienne structure bolchevik.

On voit combien dans ces conditions, l'émergence et l'affirmation d'une société civile est difficile et improbable. La seule façon de sortir de ce cercle vicieux de la Révolution qui tue la démocratie qui l'a portée au pouvoir est précisément d'en revenir aux fondements en consolidant les instruments qui soutiennent toute construction démocratique : une presse non seulement libre mais financée, car la liberté théorique n'est rien sans les moyens pour lui donner corps ; un système judiciaire indépendant, mais aussi compétent, c'est-à-dire professionnel et exigeant. La responsabilité des institutions

internationales et en particulier de l'Union européenne dans cette tâche de réforme est cruciale.

Enfin, la réappropriation de la vie politique par les acteurs normaux de cette vie politique : partis, syndicats et ONG ; chacun devant occuper sa place et jouer son rôle comme contre-pouvoir et élément de partage du pouvoir. L'exercice de la cohabitation et du partage du pouvoir, la culture du dialogue entre ces formations, sont autant d'éléments qu'il faut encourager pour changer en profondeur et sortir, définitivement cette fois, d'une culture de l'appropriation du pouvoir et d'une pratique qui débouche fatalement sur l'exclusion de la société civile.

Car, que ceci se fasse au nom d'une idéologie totalitaire ou au nom d'idéaux démocratiques, le résultat est le même : il emporte l'asphyxie de la société civile, « **noyau indispensable de la liberté politique** » pour reprendre le mot d'Alexis de Tocqueville.